

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 7 août 2023 - 1 €

N° 43

Niger

Le traitement du putsch au Niger diffère de ce que l'on a connu au Mali et au Burkina Faso. Évacuation des Européens, menace d'intervention militaire des puissants voisins de la Communauté ouest-africaine (Cédéao), la Russie et l'Algérie sortant de leur mutisme officiel pour se prononcer en faveur du président déchu, tout ceci contraste sensiblement avec l'attitude passée dans les deux autres pays du Sahel.

Ce n'est pas seulement l'effet d'un ras-le-bol, du jamais deux sans trois, la goutte de trop qui fait déborder le vase. Le cas du Niger en effet diffère sensiblement de celui de ses deux voisins de l'ouest, d'abord par la composition de sa population, plus fortement touareg au nord, majoritairement haoussa au sud, une ethnie qui est celle du Nord du Nigeria. Le Niger a connu deux fortes rébellions touareg de 1991 à 1995 et de 2007 à 2008, qui se sont soldées par des accords qui ont assuré une intégration durable dans le corps du pays, à l'inverse de ce qui s'est passé au Mali. La majorité haoussa au sud est en relation étroite avec les États du nord du Nigeria. Les Haoussa sont l'une des trois ethnies les plus nombreuses au Nigeria avec les Yorouba et les Igbo qui constituent le sud. On n'en rencontre pas ni au Mali ni au Burkina Faso qui appartiennent à une autre culture (Dioula ou Bambara).

Abuja, capitale fédérale du Nigeria, est modérément intéressée par ce qui se passe à l'ouest. Elle regarde en revanche très sérieusement sa frontière nord depuis le nord Bénin jusqu'au nord Cameroun. Elle y fait face depuis plus d'une décennie à un djihadisme islamiste entretenu par le groupe Boko Haram autour du lac Tchad. Passé Niamey, le fleuve Niger coule à travers le Nigeria finissant sa longue course (troisième fleuve africain avec 4 200 kilomètres de long) dans le delta du Niger,

qui concentre ses richesses en pétrole. Le Nord est sous l'influence des deux sultans de Sokoto et de Kano qui rayonnent naturellement sur les populations haoussa de l'autre côté de la frontière – frontière coloniale entre France et Angleterre fixée en 1903.

Le Sultan de Sokoto en personne (1) et un ancien président de transition du Nigeria (six mois en 1999) ont d'ailleurs conduit à Niamey la médiation infructueuse de la Cédéao le 3 août. Le Nigeria, qui dispose de la plus importante

force militaire de la région et qui contrôle 60 % du PIB de la région, troisième pays du monde par la dé-



SOMMAIRE

P. 1 : Niger. P. 2 : Sahel. P. 3 : Lectures. P. 4 : J.M.J. – Lâcher la proie pour l'ombre. P. 5 : Lettre à Mathilde Pannot. P. 6 : Tolérance. P. 7 : Électricité. – Presse. P. 8 : Nostalgies paysannes.

■ **Portugal** : Le pape François a clôturé les Journées Mondiales de la Jeunesse à Lisbonne par une soirée festive le 5 août et la messe du 6 août au matin devant un million et demi de personnes, selon les autorités portugaises, soit 500 000 de plus qu'attendu, dont 10 000 prêtres, 700 évêques et 30 cardinaux. Les prochaines JMJ auront lieu à Séoul en 2027.

■ **Sénégal** : Un bus de transport en commun a été attaqué et incendié le 1er août à Dakar par sept assaillants. Il y a deux morts et cinq blessés. Le même jour on indiquait que les troubles suscités par l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko avaient fait au moins trois morts dans le sud du pays.

■ **Sénégal** : Juan Branco, avocat franco-espagnol de l'opposant Ousmane Sonko, a été arrêté à la frontière mauritanienne le 4 août et inculpé à Dakar d'« attentat et complot ». L'avocat sénégalais Babacar Ndiaye a également été arrêté à Dakar ainsi qu'Alpha Bocar Khouma, maire de Sangalkam, suspecté d'avoir hébergé Juan Branco.

■ **Niger** : 1 000 expatriés au Niger, dont 600 Français, ont été évacués par avions, du 1er au 3 août, au moment où les chefs d'état-major de la Cédéao, réunis à Abuja, capitale du Nigeria, étudiaient la possibilité d'une éventuelle intervention militaire au Niger avec des troupes nigériennes déjà massées à la frontière. Mais la Cédéao avait également envoyé à Niamey une mission de conciliation, comprenant l'ancien président nigérian Abdulsalami Abu-

mographie en 2050, plus de 220 millions d'habitants à ce jour, pèse en effet d'un poids tout à fait spécifique sur le Niger. On aurait garde d'oublier ses interventions militaires sous couvert de la Cédéao au Libéria entre 1990 et 2004 avec plus de dix mille hommes.

La position excentrée de Niamey la rend particulièrement vulnérable. Une opération serait plus aisée qu'à Bamako ou Ouagadougou. L'ancienne capitale de Zinder est quasiment frontalière de Sokoto.

Puissant, le Nigeria est respecté par Moscou qui n'irait pas à l'encontre d'une initiative de sa part. Il n'y aurait aucun veto au Conseil de Sécurité. Pour la Chine, premier investisseur dans le pays, qui a doté Niamey de deux ponts sur le Niger inaugurés l'un en 2012 l'autre en 2021, le fleuve est moins que jamais une frontière.

Dominique Decherf

(1) **Brève royale** : l'actuel sultan de Sokoto, Muhammad Sa'ad Abubakar II, est le vingtième du titre, descendant direct du Calife Ousman dan Fodio (1754-1829), d'origine peule, dont l'autorité s'étendait sur un large empire décentralisé allant du Burkina Faso à la Centrafrique. Ses fils ont régné jusqu'à l'arrivée des Français en 1897 et des Anglais en 1903. Ces derniers pratiquant l'*indirect rule* ont maintenu la dynastie qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Né en 1956, le sultan actuel est en fonction depuis 2006.

Sahel

Le sort sinon du monde – encore que la Chine et la Russie y jouent un rôle – tout au moins de l'Afrique

dépend aujourd'hui de la situation au Niger. Passons sur les conséquences de la politique française qui ont permis à Emmanuel Macron, au dernier conseil de défense, de s'en prendre au patron de la DGSE comme il l'avait fait l'an passé avec celui du renseignement militaire et, en 2017, avec le chef d'état-major des armées. Alors que nos soldats réalignent, avec des moyens limités, des prouesses sur le terrain, il serait peut-être utile que les politiques regardent l'Afrique telle qu'elle est et non telle qu'ils la rêvent et qu'ils arrêtent de considérer leurs homologues du continent noir comme de grands enfants auxquels il faudrait imposer la démocratie à l'occidentale.

Certes, les autorités nigériennes renversées ne se trouvent pas à l'abri de tout reproche. Il y avait certainement à Niamey un déficit politique, avec des partis d'opposition réduits à la portion congrue. Plus généralement, on notait l'effacement des milieux intellectuels, souvent achetés par le pouvoir. De même, la présence de diverses armées étrangères, avec des bases importantes pour la France et les États-Unis, n'était pas toujours bien vue de la population, voire des militaires.

Toutefois, la situation sécuritaire s'était améliorée, au contraire de ce que les putschistes du colonel Amadou Abdramane ont déclaré. Or, la stabilité reste très importante à deux niveaux. D'abord, pour Paris, le pays représente le dernier bastion, avec le Tchad, de la présence militaire française au Sahel, puisque les contingents du Mali et du

Burkina Faso se sont retirés après le renversement de leurs gouvernements civils – en outre, les mines d'uranium d'Arlit demeurent essentielles pour le programme nucléaire français. Ensuite, dans toute cette région de l'Afrique, il y a une sorte de confrontation permanente avec des bandes armées et des groupes jihadistes liés à al-Qaïda et à l'État islamique au grand Sahara ; exactions, attaques et meurtres s'accompagnent en outre d'un prospère trafic de drogue. Rien qu'au Niger, trois zones, immenses, difficilement contrôlables et éloignées les unes des autres sont touchées, dans des régions frontalières avec le Bénin, le Nigeria et le Tchad, lesquels ont été évidemment les premiers à réagir au coup d'État.

Voilà pourquoi un certain nombre de pays africains voisins ont envisagé le recours à une intervention armée pour déloger les putschistes dans le cadre de la Cédéao, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Ils savent bien que le Niger pourrait constituer le dernier domino à tomber à cause d'un mouvement général qui profiterait non seulement aux militaires arrivés au pouvoir mais aussi à tous les groupes armés, politisés ou non, ainsi qu'à des puissances extra-africaines ne demandant qu'à remplacer la France et l'Occident.

Voilà pourquoi le Sahel, tout au moins certains de ses dirigeants, se montrent inquiets. Voilà pourquoi cette zone inquiète aussi nombre d'observateurs étrangers.

Jean-Gabriel Delacour

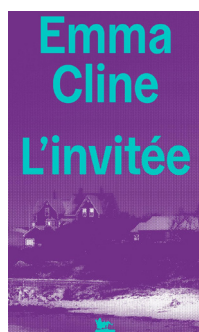
bakar et le sultan de Sokoto, auprès des putchistes. Ces derniers ont reçu le soutien des dirigeants, tous issus de coups d'État, de Guinée, du Mali et du Burkina Faso. Les frontières avec l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, le Mali et le Tchad ont été rouvertes le 2 août par la junte nigérienne. Le 5 août, le sénat nigérien a refusé la demande du président Bola Tinubui d'autoriser une intervention militaire au Niger.

■ **Côte d'Ivoire** : L'ancien président Henri Konan Bédié, renversé par un coup d'État en 1999, dirigeant du parti fondé par le président Houphouët-Boigny, est mort le 1er août à Abidjan à l'âge de 89 ans. Il pensait se présenter à la prochaine élection présidentielle.

■ **États-Unis** : L'ancien président Donald Trump a été inculpé le 1^{er} août, par le procureur spécial Jack Smith, pour ses interférences dans la proclamation des résultats de l'élection présidentielle de 2020 et son soutien supposé à l'assaut du Capitole. Il a dû se présenter devant un juge à Washington le 3 août pour entendre les motifs d'inculpation contenus dans un document de 45 pages. Sa popularité en a été augmentée auprès des 37 % d'électeurs républicains qui ont déjà décidé de voter pour lui aux primaires (c'est beaucoup plus que chacun de ses challengers).

■ **États-Unis** : L'agence de notation Fitch a abaissé sa note sur la solidité économique des États-Unis du triple A à AA+, s'alignant ainsi, 10 ans après, sur la notation de Standard and Poor's. Seule l'agence Moody's conserve sa note AAA.

Suite en page 4.



ROMAN

Parasite

Long Island, le paradis des riches américains : voitures de luxe, maisons somptueuses avec piscine et fêtes à gogo. Alex, vingt-deux ans, se fait entretenir par Simon. Le vieux beau apprécie de se montrer au bras d'une jolie fille, à condition qu'elle sache se tenir devant un public huppé.

Lorsqu'Alex se soule au cours d'une soirée, il la met à la porte telle une vulgaire domestique, à peine s'il lui offre un billet de train pour rentrer à New York. La jeune femme reste sur l'île de tous les plaisirs, passant de villa en villa et d'homme en homme, espérant renouer avec Simon lors de la fête qu'il donnera bientôt. Dans ce roman, on retrouve cet art qu'a Emma Cline de décrire un monde de vacuité et de désillusions.

« L'invitée », Emma Cline, Quai Voltaire, 260 p., 22 €.

ESPIONNAGE

La manipulation

Dans une vie antérieure, Cédric Bannel était fonctionnaire chargé de la lutte contre le blanchiment d'argent et des sanctions financières internationales. Un métier qui l'a amené à côtoyer diplomates et espions. Ces rencontres lui ont servi pour écrire ce roman d'espionnage. Alors que la guerre en Ukraine s'inten-



sifie, les services secrets russes réussissent à faire main basse sur des missiles antiaériens français. Objectif : les confier à un groupe islamiste pour qu'il détruise des avions civils français. Nom de code : « Ouragan de feu ». La DGSE confie à Edgar Van Scana, l'un de ses plus redoutables agents, la mission de déjouer ce plan machiavélique.

« Les fantômes de Kiev », Cédric Bannel, XO éditions, 512 p., 21,90 €.

PHOTOGRAPHIE

Maîtriser son boîtier

Reflex ou hybride, un appareil photo recèle de multiples fonctions qui permettent de sortir de la routine du tout automatique et, autant que possible, de mettre en valeur sa créativité.

Dans ce manuel, le photoreporter Jérôme Pallé développe les étapes d'un meilleur usage du matériel : bien se positionner et bien tenir son appareil en main, utiliser les fonctions « programme », mesurer la lumière, mettre au point... Photos explicatives et graphiques complètent l'ouvrage.

« Sortez du mode auto ! », Jérôme Pallé, éditions Eyrolles, 190 p., 24 €.

REVUE

Cold cases

En mars 2022, la France s'est dotée d'un pôle judiciaire consacré aux affaires

non élucidées. *Historia* revient sur ces « cold cases » qui ont jalonné l'histoire et suscitent encore des interrogations parmi lesquels : Ötzi assassiné au Néolithique, le « suicide » de Stavisky, Robert Boulin, mort en eaux troubles. Chaque crime révèle une époque et ses mœurs.

Autres sujets abordés : Albert Londres et le peintre bagnard, la Marianne de la France libre, Sarah Bernhardt, rencontre avec Stéphane Bern...

« Les grands cold cases de l'histoire, *Historia*, juillet/août 2023, 7,20 €. En kiosque.

Catherine PAUCHET

La Nation Française

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre
N° TVA intracommunautaire
FR21418382149
ISSN 2967-2988
marque déposée à l'Inpi.

Imprimé par nos soins.

Abonnement :
1 an = 20 euros
à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :
<https://buy.stripe.com/2803e-q3Re7RS3C000>

■ **Russie** : L'opposant Alexei Navalny, déjà condamné à 9 ans de prison depuis juin 2022 pour « fraude », a reçu une nouvelle condamnation de 19 ans, le 4 août, pour « extrémisme ».

Le gouverneur de la région de Kalouga, a annoncé le 6 août que la défense antiaérienne russe venait d'abattre un drone ukrainien à 200 km au sud-ouest de Moscou.

■ **Transport aérien** : La compagnie aérienne à bas coûts hongroise Wizzair a annoncé le 2 août sa commande de 75 A321 Neo supplémentaires, ce qui porte à 434, le nombre de ses commandes de cet appareil Airbus d'une capacité de 240 sièges, dont 180 sont déjà exploités par la compagnie dirigée par Jozsef Varadi.

■ **Iran** : Il y a eu 582 personnes pendues en Iran en 2022. En 2023, 354 pendaisons ont déjà été annoncées par les autorités. Les condamnations à la flagellation se comptent par milliers. Les femmes refusant de porter le voile sont désormais internées en psychiatrie.

■ **Grande-Bretagne** : Les championnats du monde de triathlon avaient lieu les 29 et 30 juillet à Sunderland, près de Newcastle, avec 2 000 participants. Une soixantaine d'entre eux, qui avaient nagé dans la mer du Nord durant ces épreuves, ont été pris de coliques. La contamination de l'eau de mer par le rejet en mer des eaux usées est une nouvelle fois mise en accusation.

■ **Disparition** : Le clown américain Jango Edwards est décédé le 4 août à Barcelone à l'âge de 73 ans.

JMJ

Après une magnifique veillée de prière et une messe finale devant 1,5 million de jeunes pèlerins au Portugal, le pape François a annoncé que les prochaines Journées mondiales de la jeunesse auront lieu en Corée du Sud en 2027, au cœur du Sud-Est asiatique, à mi-chemin entre la Chine et le Japon.

La pastorale mondiale de l'Église catholique se poursuit ainsi d'étape en étape depuis une quarantaine d'années : les premiers jalons de cette évangélisation itinérante ont été posés par Jean-Paul II, de Rome à Buenos Aires, la capitale de l'Argentine du futur pape François, jusqu'en Amérique du Nord, au Canada, en passant par le sanctuaire polonais de Czestochowa, les États-Unis, Paris et les Philippines, après le Jubilé du christianisme à Rome. Ensuite, venu d'Allemagne, le Pape Benoît XVI tout juste élu a repris providentiellement le flambeau des JMJ à Cologne, la « Rome du Nord », et l'a porté en Australie puis en Espagne. Et c'est le pape d'Amérique latine, François lui aussi tout juste élu, qui s'est trouvé, encore de façon providentielle, le pasteur des JMJ de Rio de Janeiro au Brésil, avant de revenir en Pologne pour repartir outre-Atlantique, à Panama, à la jonction entre les deux Amériques...

Ces jours-ci, le succès des JMJ de Lisbonne, ce grand port de mer ouvert sur l'Atlantique, a permis de rallier au-delà de l'Europe des jeunes d'Amérique latine, mais aussi d'Afrique et d'Asie. Le pape François a défini ce rendez-vous

mondial des JMJ comme « un temps de grâce donné pour s'aventurer sur la mer de l'évangélisation et de la mission ».

Évoquant la beauté du Portugal, « terre de jonction entre le passé et l'avenir, lieu de traditions anciennes et de grands changements », le Souverain Pontife, a confié rêver de l'Église portugaise comme d'un port sûr » pour tous ceux qui font face aux traversées, aux naufrages et aux tempêtes de la vie. Il a appelé à surmonter la lassitude « lorsqu'il nous semble tenir dans nos mains que des filets vides » ; un sentiment assez répandu selon lui dans les pays de vieille tradition chrétienne, marqués par une sécularisation accrue, l'indifférence à l'égard de Dieu, et un recul croissant de la pratique de la foi. Il a pointé ici le risque « de descendre de la barque en restant pris dans les filets de la résignation et du pessimisme ».

Reconnaissant « une époque difficile », le successeur de Pierre a appelé le clergé au nom du Christ à « permettre à la nouveauté de (sa) Parole de reprendre en main le gouvernail ». Avec cette question cruciale : « Veux-tu simplement t'accrocher au passé que tu as derrière toi, ou bien jeter à nouveau avec enthousiasme les filets pour la pêche ? » Il a appelé les religieux à « affronter les situations pastorales et spirituelles en y faisant face avec ouverture de cœur, et en faisant ensemble l'expérience de nouvelles voies à suivre, confiants que Jésus continue à prendre par la main et à relever son Épouse bien-aimée ».

Considérant que l'Évangile « est une annonce de

vie sur la mer de la mort, de liberté dans les tourbillons de l'esclavage, de lumière dans l'abysse des ténèbres », le Pape appelle chacun « à plonger ses filets dans l'époque, à dialoguer avec tous, à rendre l'Évangile compréhensible, même si, pour le faire, nous risquons quelque tempête ». Il a invité tous les jeunes à « quitter le rivage non pas pour conquérir le monde, mais pour le réjouir de la consolation et de la joie de l'Évangile ». Selon ses termes, « le moment n'est pas venu de s'arrêter et d'abandonner, d'amarer la barque sur le rivage ou de regarder en arrière. Nous ne devons pas fuir ce moment parce qu'il nous ferait peur et nous réfugier dans des formes et des styles du passé ».

Et le Pape a demandé que l'on surmonte « la tentation de mener une "pastorale de la nostalgie et des regrets" », et que l'on trouve « le courage d'avancer au large, sans idéologies et sans mondanités, animé d'un seul désir : que l'Évangile parvienne à tous ».

Denis Linsel

Lâcher la proie pour l'ombre

Il y a une semaine, Emmanuel Macron achevait une visite dans le Pacifique, au cours de laquelle il a rappelé et précisé ce qu'il entendait par « stratégie française pour l'Indo-Pacifique », démontrant par là une volonté de la France de s'impliquer davantage dans cette partie du monde devenue l'espace de toutes les convoitises. Dans le

même temps, intervenait au Niger un coup d'État militaire renversant le gouvernement légal favorable à la France, dans une région de l'Afrique qui fut, il n'y a pas si longtemps encore, le pré carré de notre pays mais où sa présence est aujourd'hui battue en brèche de façon souvent violente.

En fait, le Président français semble vouloir prendre pied dans un espace où la France dispose, certes, de territoires sous souveraineté française mais dispersés et globalement peu peuplés et dans laquelle il lui sera difficile de peser tandis que, hanté par le fantôme de la Françafrique, il donne l'impression de se résigner à un retrait forcé d'une bonne partie de l'Afrique francophone, avec ses richesses minérales, qui reste pourtant un des atouts majeurs de notre pays pour continuer à tenir son rang de grande puissance, au profit d'un hypothétique investissement dans d'autres parties du continent.

Dans la réalité, le Président risque de perdre sur les deux tableaux en raison de la pensée intrinsèque qui le guide. Cette pensée s'apparente beaucoup à celle de la gauche morale américaine qu'incarne aujourd'hui le président Joe Biden mais que ce dernier peut exprimer avec beaucoup moins de dangers pour son pays que son homologue français.

Le 27 juillet dernier, Emmanuel Macron, dans un discours prononcé à Port-Vila, la capitale du Vanuatu, a cru devoir reconnaître le passé colonial de la France en le considérant comme « une histoire d'accaparement des richesses et d'exploitation des populations », le taxant

Suite en page 6.

Lettre à Mathilde Panot

députée Nupes, spécialiste du climat

Madame

Vous avez récemment déclaré sur France Info, concernant les retenues d'eau, plus communément appelées "bassines", qu'elles étaient une idée de Pinochet. Évidemment tant qu'à faire, et même si les cratères de volcans éteints étaient déjà utilisés 3 000 ans avant Jésus Christ, autant attribuer à ceux qui osent braver la pensée écologique ambiante, quelques réalisations dictatoriales servant ou non à collecter l'eau de pluie.

Vous devriez, à ce titre, condamner les barrages, puisque Franco en fit implanter un peu partout en Espagne, mais aussi les autoroutes dont Hitler était un adepte fervent et, entre autres édifications despotiques, quelques ponts dont le plus long du monde, celui de Danyang Kunshan, se situe en Chine, pays réputé pour ses penchants démocratiques...

Tout est bon chez les nouveaux ambassadeurs du climat pour nous rappeler où se situent le camp du bien et celui du mal, quitte à verser dans la comparaison grossière tant qu'elle n'effleure pas le culte de Trotski, Castro et autre Chavez, chers au chef de file d'une France insoumise dont la sympathie envers certains autocrates n'est plus à démontrer. Ou comment le climat est devenu ce fonds de commerce dont une certaine gauche, qui n'en est plus à un paradoxe près, s'est subitement emparée.

Lors de cette émission, vous avez d'ailleurs déclaré : "Nous avons connu les 7 jours les plus chauds sur les 100 000 dernières années". Affirmation rapidement contrée par ceux qui vous ont rappelé que les relevés de températures détaillés existaient depuis seulement 1850. Ensuite, bien évidemment, il faudrait remonter à la période précédant les cent derniers millénaires et ce qui correspondait soi-disant (avec un delta de 90 000 ans...) à une période glaciaire. Un saut dans le temps qui n'entre peut-être pas dans votre champ de compétences scientifiques, sachant qu'à cette époque l'activité humaine, que vous fustigez à l'avenant, était bien entendu plus qu'anecdotique.

Mais revenons à ce et à ceux qui impactent le climat, responsables selon vous

(avec la police pour d'autres aléas...) des menaces qui pèsent sur nos sociétés, sur notre modus vivendi, sur nos territoires. Un combat que vous menez aux côtés de Sandrine Rousseau, "députée des réseaux sociaux", avec le courage qui caractérise ceux qui sont appelés à entrer dans l'Histoire. Madame Rousseau qui, même si elle a été vue attablée avec Autain, Mélenchon et Coquerel devant une tranche de jambon, déclarait tout de même : "La consommation de viande est l'une des causes des feux et fortes chaleurs." Après avoir précisé que la tranche en question avait été "mangée le 12 juin 2021", soit deux ans avant la tenue de ses propos végétariens, elle rajoute, toujours sur Twitter-X : "Je

pose ici que pour espérer ralentir la catastrophe climatique il faut réduire de 70 à 80 % la quantité de viande que l'on mange. Pas la peine, forcément, d'aller à 100 %. (ADEME). Si toutefois votre motivation est la cause animale, alors il faut arrêter complètement."

Ou encore "La consommation de viande est une des causes de ce qui se passe en Algérie, Espagne, Grèce, Chine, Arizona et partout. Se prendre en photo, tout sourire, avec un morceau de viande, aujourd'hui, c'est cracher à la figure de celles et ceux qui fuient, brûlent, meurent de chaleur." Le message ne précisant pas s'il existe une quelconque dérogation concernant la charcuterie...

Sincèrement, Mesdames, pensez-vous que nous vous versons une indemnité parlementaire mensuelle de 7 605 euros bruts (hors frais de mandats et autres avantages liés à la fonction) pour nous donner des informations sur le yoyo des thermomètres et nous prodiguer (ou nous imposer) des conseils concernant le contenu de nos assiettes ?

La politique française en serait-elle réduite à savoir si nous devons préférer le jus de navet au faux-filet et la mare naturelle aux bassines de Pinochet ? Ou bien est-elle en train de s'enfoncer inexorablement dans les sables mouvants d'une pensée tout autant sordide qu'hallucinée ? ■

* Rédacteur en chef de l'hebdomadaire *L'Agri* et éditorialiste du *Bulletin d'Espalion*, ancien paysan et syndicaliste agricole, il vient de publier *Bien chers tous*, aux éditions MBE, 550 pages, 20€.



par Jean-Paul Pelras *

aussi de « *souffrance et d'aliénation* » ainsi que de « trafic d'êtres humains ». Par un tel discours que ne renierait aucun tenant du « wokisme », dont il avait d'ailleurs fait entrer au gouvernement l'un de ses plus éminents représentants avant de devoir s'en séparer, le Président espère solder cette période de l'histoire de France, en confondant au passage colonisation et colonialisme, pour s'attirer les grâces de ses interlocuteurs. Il pense ainsi, en dénonçant l'impérialisme français d'hier, se faire reconnaître comme le contempteur respecté des impérialismes d'aujourd'hui représentés par les États-Unis et la Chine.

Or, ces derniers, qui n'entendent pas se faire dicter leur conduite par un vieux pays en plein doute sur lui-même, ont beau jeu de dire qu'ils ne sont nullement concernés par cette lecture repentante de l'histoire, les Américains se considérant eux-mêmes comme d'anciens colonisés et les Chinois comme un peuple humilié par les traités inégaux qui leur furent imposés. Posture qu'adoptent aussi les Russes en feignant d'oublier que l'Union soviétique fut le dernier grand empire colonial. Quant aux pays en développement, c'est pire encore puisqu'ils retiennent surtout que la France se pense désormais comme une puissance coloniale et impérialiste, même si c'était avant car à leurs yeux il en reste toujours quelque chose, justifiant qu'elle soit non seulement critiquée mais attaquée, aussi bien à Niamey que dans les banlieues surchauffées des grandes villes françaises.

Bien sûr, pour faire bonne mesure sur le bien-fondé de

ses intentions, le Président français entend impliquer notre pays sur de nouveaux enjeux consensuels, comme la lutte contre le réchauffement climatique et la lutte contre la pauvreté, tous sujets qu'il a développés lors de sa tournée dans le Pacifique et dans le nouveau Pacte de Paris pour les peuples et la planète lancé en juin dernier et qui n'a reçu, jusqu'ici, qu'un accueil poli.

En insistant, aussi, sur « *la souveraineté des peuples et l'indépendance des États* » comme il l'a dit à Port-Vila, il s'est interdit toute intervention militaire à Niamey, s'en remettant à la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) finalement peu encline à croiser le fer avec les nouveaux maîtres du Niger.

La vraie question, et la poser est déjà un peu y répondre, est de savoir si la France, en dépit ou plus sûrement en raison de sa posture, est encore capable d'influer durablement sur les affaires du monde, en Indo-Pacifique, en Afrique ou ailleurs.

Fabrice de Chanceuil

Tolérance

Une étude menée par le Mercator Forum für Migration und Demokratie, de l'Université technique de Dresde, est arrivée à la conclusion que plus les personnes sont éduquées, riches, vivant en ville et de gauche, moins elles acceptent les gens présentant une opinion différente. *A contrario*, celles qui affichent une attitude conservatrice, qui se trouvent à la campagne et qui ont moins

d'argent et d'éducation se montrent plus ouvertes à l'égard des autres.

Les auteurs de l'étude mettent donc en garde contre le danger de l'intolérance chez les gens de gauche. Ils pensent même que leur attitude contribue à la division sociale constatée dans des pays aussi divers que les États-Unis, l'Allemagne, Israël ou la Suisse. En effet, cette tendance se traduit par une difficulté croissante à trouver des compromis politiques. Sur le fond, Stéphane Fournier, directeur d'études pour l'institut de sondage Cluster 17, rappelle : « *Sociologiquement, on sait que les classes supérieures et diplômées ont beaucoup plus confiance en elles pour donner leur avis et un avis tranché ; et elles ont d'avantage un avis tranché* ».

Plus généralement, pour Anne Muxel, sociologue et directrice de recherches au Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po, la gauche se révèle moins tolérante que la droite. L'explication réside, selon elle, dans le culte de la liberté inhérent à la droite. Et d'expliquer : « *Ça a été une surprise pour moi dans la mesure où les valeurs de tolérance, de respect de la différence, du respect de l'autre font partie d'une culture en tout cas revendiquée par la gauche. Pourtant il y a une plus grande difficulté pour les personnes qui se classent à gauche d'accepter la divergence politique dans la sphère privée [...]. La culture de la droite suppose la liberté, la liberté de l'autre de penser, de vivre et d'être comme il veut. Cela suppose une plus grande ouverture.* »

Precy

■ **Numérique :** Atos (fusion de nombreuses entreprises historiques de l'informatique « française » héritières du « Plan Calcul » du général de Gaulle, comme Cegos ou Bull, environ 110 000 employés dont 20 000 en France) est entrée le 1^{er} août en négociation exclusive pour vendre sa branche Tech Foundations (regroupant ses activités d'« infogérance »), pour quelque 2 milliards d'euros, au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, soutenu par son partenaire Marc Ladreit de Lacharrière (avec lequel il a repris Casino). Atos deviendra Eviden et se recentrera sur « le cloud, la décarbonisation de l'économie et la cybersécurité » et conservera le contrôle du supercalculateur indispensable pour modéliser les essais nucléaires français.

Un groupe de sénateurs et de députés Les Républicains, dont le sénateur Cédric Perrin, vice-président de la commission des Affaires étrangères et de la Défense au Sénat, a mis le gouvernement en garde contre ce démantèlement d'un des fleurons de la technologie française qui a été fragilisé par l'effondrement de son cours de Bourse le 2 août et dont on peut craindre qu'il soit à terme victime d'une OPA étrangère sur l'ensemble de ses activités. Ce serait un nouveau désastre pour la souveraineté numérique de la France.

■ **Transport aérien :** À la demande de son président, Éric Koury, également actionnaire de Corsair, les compagnies Air Guyanne Express et Air Antilles Express, dont 42 pilotes étaient en grève, ont été mises en liquidation judiciaire le 2 août

Électricité

Le prix de l'électricité a connu une nouvelle augmentation de 10 % le 1^{er} août et le bouclier tarifaire disparaîtra l'an prochain. La faute à qui ?

Pendant des décennies, on nous a expliqué que la concurrence sur le libre marché faisait baisser les prix. La Commission européenne a ainsi fabriqué de toutes pièces un marché de l'électricité d'une folle complexité mais les tarifs ne cessent d'augmenter.

La faute à l'inflation, à la guerre russo-ukrainienne, dit-on. Pourtant, grâce au nucléaire, la France produit à relativement faible coût son électricité. Ce sont les contraintes financières provoquées par l'organisation du marché européen qui font monter les prix : EDF est obligée de soutenir ses concurrents qui ne produisent rien mais qui se livrent à des opérations commerciales spéculatives.

Comme le coût de l'électricité augmente artificiellement mais de façon insupportable pour les consommateurs, le gouvernement a mis en place un bouclier tarifaire qui protège 23 millions de foyers. Or ce bouclier coûte cher et alourdit le poids de la dette publique. Dans le cadre d'un retour à l'austérité budgétaire, les ministres des Finances de l'Union européenne ont donc décidé que le bouclier tarifaire devrait être supprimé.

Le gouvernement français s'est exécuté sans opposer la moindre résistance : reniant sa promesse de stabilité, il a procédé à deux augmentations de tarifs cette année – soit 25 % de hausse depuis le début de

l'année – et le bouclier tarifaire ne prendra en charge que 37 % de la facture des Français contre 43 % avant le 1^{er} août. En guise d'excuses, les milieux officiels se contentent de dire que les choses auraient pu être pires : sans bouclier, les factures auraient augmenté de 74,5 % !

À droite comme à gauche, de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer le système absurde du marché européen de l'électricité, ruineuse pour les particuliers, désastreuse pour les industriels, les commerçants et les artisans qui ne bénéficient pas d'un bouclier et qui sont pénalisés depuis quinze ans. Comme la réforme du marché de l'électricité ne se fait pas, un mouvement se dessine en faveur de la sortie de ce marché, à l'exemple du Portugal et de l'Espagne, afin de provoquer une baisse durable des prix. On se demande cependant s'il y aura une réponse gouvernementale.

Claudine Uzerche

Presse

On se souvient peut-être de l'interminable grève du Parisien libéré dont le propriétaire, Émilien Amaury, voulait secouer le joug du syndicat du Livre-CGT ? Ce quotidien est aujourd'hui la propriété de Bernard Arnault, un des hommes les plus riches du monde. On se souvient aussi, mais à peine, de Robert Hersant, rachetant méthodiquement les quotidiens français pour constituer un empire de papier. Qu'en reste-t-il ? Le Figaro est actuellement dans le giron de la famille Dassault. Et puis Jean-Luc

Lagardère avait particulièrement bien réussi dans la presse comme ailleurs pour constituer un groupe que son fils Arnaud n'a pas su maintenir, et dont nous voyons que Vincent Bolloré en a digéré tout ce qu'il a pu. Celui-ci y a en effet investi une bonne part de la fortune qu'il compte laisser à ses enfants, après s'être dégagé des risques africains (qu'il devait surtout à la justice française), pour métamorphoser son groupe, naguère spécialisé dans la logistique, en force culturelle. Comme la Commission européenne craignait un « monopole » – et peut-être des ambitions idéologiques conservatrices ? –, le groupe Bolloré-Vivendi a dû modérer ses ambitions, et céder au milliardaire tchèque Daniel Kretinsky sa filiale Editis. Toute cette presse est vendue et rachetée à coups de milliards, alors qu'elle ne sait apparemment que perdre de l'argent...

En juin 2023, Iskandar Safa, milliardaire franco-libanais, propriétaire du groupe d'armement naval militaire Privinvest, et propriétaire de l'hebdomadaire Valeurs actuelles, décide de se séparer de son directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune. Il semble qu'il n'a pas apprécié un soutien trop marqué de ce journal à la candidature d'Éric Zemmour à la dernière élection présidentielle.

Arnaud Lagardère repêche Geoffroy Lejeune et le nomme à la direction de la rédaction de l'hebdomadaire Le Journal du Dimanche, dont il est encore propriétaire tant que le groupe Bolloré n'est pas définitivement aux manettes. La rédaction du Journal du Dimanche se met en grève

par le tribunal de commerce de Pointe-à-Pitre, avec un prolongement d'activité de deux mois, le temps de trouver éventuellement un repreneur.

■ **Faits divers** : Deux jeunes hommes, de 16 et 23 ans, se sont tués sur leur scooter, à Limoges dans la nuit du 5 au 6 août, en percutant une voiture après avoir brûlé un feu rouge, pour échapper à un contrôle de police.

Un jeune homme de 17 ans a été tué et une jeune femme de 19 ans grièvement blessée dans un accident de manège au Luna Park d'Agde dans la soirée du 5 août au moment d'une bourrasque.

■ **Foot** : Le club de Sochaux, fondé en 1928 et vendu par le constructeur automobile Peugeot en 2014 au groupe immobilier Chinois Nenking, est relégué en Ligue 2 le troisième niveau de compétition français (le National) à cause de ses résultats sportifs et de sa situation financière. L'offre de Romain Peugeot, un descendant de la famille, n'a pas été retenue par le Comité national olympique et sportif français. Le tribunal administratif de Paris a refusé, le 3 août, de se prononcer en urgence sur le statut du club, malgré le plan de financement présenté par Romain Peugeot pour tenter d'obtenir un maintien en Ligue 2.

■ **Disparitions** : Geneviève de Fontenay, animatrice durant des nombreuses années du concours des Miss France, est décédée le 2 août à 90 ans. L'historienne Hélène Carrère d'Encausse, secrétaire perpétuelle de l'Académie française, est morte le 5 août à 94 ans.

contre ce directeur dont elle refuse les options réputées « d'extrême droite ». Elle dénonce une manœuvre cachée de Vincent Bolloré. Mais elle cesse sa grève le 1^{er} août, après 40 jours de suspension de parution. Les journalistes désireux de quitter l'entreprise se voient offrir de substantielles indemnités. 60 sur 80 auraient déjà fait une demande en ce sens. Le journal est revenu dans les kiosques le 5 août avec un titre sur les familles des victimes de « faits divers » réclamant une meilleure considération de l'État (ce qui est sans doute un marqueur de droite), mais aussi un entretien avec Sabrina Agresti-Roubache, la nouvelle secrétaire d'État à la Ville (qui résonne comme une main tendue au pouvoir macroniste).

Et puis il faut évoquer le milliardaire franco-israélo-suisse Patrick Drahi, qui s'était emparé de dizaines de médias prestigieux dans le but de fournir du contenu éditorial à l'opérateur SFR (téléphone, télévision par internet...). Son groupe Altice est ébranlé par la mise en cause, le 13 juillet dernier, par la justice portugaise, d'un de ses co-fondateurs, Arman-

do Pereira, pour des délits financiers. Patrick Drahi, avait prévu de commenter ces problèmes – et surtout la question d'un endettement estimé à 60 milliards d'euros et rattrapé par la hausse des taux d'intérêt – les 7 et 8 août, lors de la publication des résultats semestriels d'Altice.

C'est là que se tient en embuscade l'armateur franco-libanais Rodolphe Saadé (les bateaux CMA-CGM), récent propriétaire du groupe La Provence et de La Tribune, qui serait déjà en négociation avec Patrick Drahi pour lui racheter BFM-TV et RMC, viserait aussi M6 et Sud-Radio, et bien d'autres médias. On lui prête également l'intention de lancer un concurrent au JDD, éventuellement en récupérant une partie de la rédaction de ce journal...

Le feuilleton médiatique n'a pas fini de faire « couler de l'encre ». Mais cela dans un monde assez fermé et dont on finit par douter qu'il ait l'influence qu'on lui prête, notamment pour les prochaines élections présidentielles. Les milliardaires ont des raisons que la raison des simples citoyens ne fait qu'entrevoir.

Frédéric Aimard

Société des lecteurs de Maurice Barrès

Pour adhérer à la Société des lecteurs de Maurice Barrès, il vous suffit d'adresser un courrier au siège de l'association, en précisant vos coordonnées et en joignant votre cotisation (chèque à l'ordre de Frédéric Aimard).

Le tarif des cotisations pour l'année 2023 est fixé à 50 € (tarif général), 100 € (membre bienfaiteur), à partir de 200 € (mécène).



Nostalgies paysannes

Le mois d'août est traditionnellement la période où les estivants se voient proposer dans nos campagnes par des associations locales, des fêtes des moissons reconstituant l'ambiance paysanne d'antan.

Ce sont de belles initiatives qui mobilisent les bénévoles autour du souvenir de la vie quotidienne de leurs parents ou grands-parents. On sort les vieux tracteurs des granges, on se costume avec les atours des aïeux. Comment ne pas saluer ces initiatives qui fleurissent sur tout le territoire ? Elles sont de salubrité publique en restituant un pan central de la mémoire populaire.

Quoi que l'on pense de l'activité politique du journaliste et historien Patrick Buisson, qui fut le conseiller de Nicolas Sarkozy, on relira avec profit son livre *La fin d'un monde* (Albin Michel, 2021). Il nous montre qu'en trois décennies, entre 1945 et 1975, la France a connu sa plus grande révolution agricole

depuis le néolithique. La mécanisation, le remembrement, la Politique Agricole Commune européenne et le développement de l'industrie agroalimentaire auront bouleversé nos villages, favorisé l'exode rural et coupé les nouvelles générations de Français de leurs racines paysannes.

L'histoire se juge et s'apprécie sur le temps long. Il est donc encore un peu tôt pour mesurer la portée d'un phénomène massif qui s'est déroulé il y a à peine un demi-siècle. Mais on peut avancer sans trop de risques d'erreur, que la mutation de notre agriculture a participé – comme la désindustrialisation – du sacrifice des classes populaires décrit avec brio par le géographe Christophe Guilluy dans *La France périphérique* (Flammarion, 2014). L'observation estivale de la nostalgie entretenue par les fêtes paysannes doit être l'occasion de s'interroger sur les réponses à apporter aux déséquilibres sociaux apparus au sein de la ruralité durant la seconde moitié du XX^e siècle.

Jérôme Besnard

